

Alice au pays des merveilles (4e partie et fin)

L'analyse esquissée dans les précédentes éditions d'El Watan nous amène à préconiser la démarche suivante :

- 1) Comme l'une des causes essentielles, d'après notre hypothèse, est le viol des normes, critères, règles et lois régissant universellement les universités modernes, il est impératif d'abroger l'arrêté ministériel titularisant les assistants et de faire en sorte que désormais les valeurs, les standards et la finalité du système universitaire soient strictement respectés.
- 2) U ne postgraduation nationale devrait être mise en place, dotée de tous les moyens nécessaires pour accomplir sa mission. Elle aurait pour objectif la prise en charge réelle de la formation des formateurs, c'est-à-dire l'approfondissement des connaissances des assistants et des maîtres-assistants leur permettant d'obtenir des diplômes aussi bien qu'un «savoir-faire pédagogique» nécessaire pour être titularisés et promus éventuellement, conformément au règlement, au rang de véritables professeurs-chercheurs.
- 3) U ne politique visant la consolidation et le perfectionnement des universités en tant qu'institutions spécialisées dans la formation des savants, des ingénieurs, des techniciens, etc. devrait être définie et appliquée. Chaque université devrait être dotée progressivement d'enseignants valables, expérimentés et compétents, d'une administration constituée par un personnel technique et administratif qualifié et ayant une conscience professionnelle aiguë, d'un service technique bien équipé et capable de préserver, grâce à des équipes de maintenance efficaces, des équipements nécessaires pour le bon fonctionnement de l'enseignement et de la recherche.
- 4) Naturellement, le respect des normes et règles universitaires exige l'existence permanente d'un support pédagogique adéquat, tel que les bibliothèques, laboratoires, salles de documentation, pourvus de revues, livres spécialisés...
- 5) La prise en charge complète des étudiants sur tous les plans : pédagogique, accueil, orientation, logement, transport, restauration, accès aux bibliothèques universitaires, aux livres, aux revues spécialisées, aux salles, terrains et stades, au film, aux théâtres, aux musées, aux sites historiques et géologiques... Postface L'examen du discours officiel sur l'école et l'université révèlent les limites et les inconséquences du «système» actuel. Jusqu'à maintenant, nos gouvernants, subjugués par une rhétorique idéologique creuse et trompeuse, n'expriment plus un souci d'agir, mais la simple tricherie de parler. Le verbiage ne peut jamais se substituer à une politique éducative adéquate, seule capable de redresser la situation désastreuse d'une école et université «sinistrées », selon le mot du président Boudiaf. Nos gouvernants oublient, qu'à l'âge de la connaissance et de l'information, l'avantage comparatif d'une économie est assuré par l'abondance d'une force de travail hautement qualifiée. Or, la plus grande richesse que possède l'Algérie est la ressource humaine. Par conséquent, il est évident que la priorité des priorités, au moment où le monde s'apprête à entrer dans le troisième millénaire, est d'accorder aux générations montantes la meilleure éducation et la meilleure formation qui soient. Ce qui milite en faveur d'une école et d'une université renouées, efficaces et rentables, nécessitant des améliorations et innovations systématiques et non des réformes hâtives coûteuses et déstabilisatrices. Conclusion Toute prospection exige une rétrospection. Car dans ce domaine, le passé peut révéler l'évolution de l'avenir.

En effet, le nombre global des élèves et étudiants du système éducatif est passé de 857 000 en 1962/63 (dont 2 800 étudiants inscrits dans les établissements de l'enseignement supérieur) à 6 866 200 en 1991/92 (dont 236 200 poursuivant des études supérieures). Si les ministres successifs avaient tenu compte de cette croissance vertigineuse durant les trente premières années de l'indépendance, la nation aurait pu éviter une crise éducative et universitaire aussi grave. Or, selon des prévisions élaborées par les services techniques de l'Etat au début de la décennie 90, que nous avons publiées nous-mêmes en 1994 dans la presse nationale (en arabe et en français), le nombre des étudiants des universités doublera entre 1991/92 et l'an 2005 ! Ce qui impliquera le doublement de l'infrastructure universitaire de base.

Ce qui impliquera le doublement de l'infrastructure universitaire de base.

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique aurait dû augmenter les capacités d'accueil des universités de plus de 212 000 places pédagogiques supplémentaires, de 47 cités universitaires de 2 000 lits chacune et de 86 restaurants ! Le ministre responsable, fort de l'appui des potentats du système, se contentera d'ajouter des structures bureaucratiques parallèles aussi coûteuses qu'inutiles, les fameuses académies ! Après sa promotion fulgurante à la tête du ministère de l'Education nationale occupée jadis par Mostefa Lacheraf, l'un de nos éminent intellectuels, son successeur Omar Tou vient de prendre conscience de l'ampleur du désastre provoqué par ses prédécesseurs. En effet, il déclara au cours d'une conférence- kermesse (à la Brerhi, l'ancien ministre du président colonel Bendjedid, promu récemment, lui et Mme Zhor Ounici, sénateurs du peuple pour les récompenser des dégâts qu'ils ont commis à l'époque du parti unique, pensée unique, représentation unique), de deux jours «la dégradation du secteur est telle que si rien n'est fait, elle (la crise de l'université) aboutirait à son étouffement mortel !» L'université algérienne — dont les racines remontent à 1879 et sa promotion au rang d'université française qui date de 1909 — a fonctionné en tant que telle jusqu'à la réforme Benyahia de 1971.

Bien conçue, mais mal appliquée par une administration et un corps enseignant inexpérimentés, la refonte de l'enseignement supérieur qui ne constituait alors qu'une partie d'un tout, l'a transformée tout de même d'un type colonial en une université nationale rénovée, capable de se plier aux exigences des trois révolutions : industrielle, culturelle, et agraire, de l'époque. Cette grande réforme nécessaire a plutôt des résultats à la fois positifs et négatifs. Mais les successeurs de Benyahia, de Abdellatif Rahal à Amar Tou, (soit en moyenne un ministre chaque 2 ans et cinq mois durant la période de 1977 à 1997), ont tous inauguré l'exercice de leurs fonctions ministérielles en faisant des constats d'échec, tout en affirmant même que «l'université algérienne n'existe pas encore !».

Et ils concluent toujours par affirmer leur volonté d'œuvrer inlassablement pour la «créer» ! Ainsi, admise explicitement à maintes reprises par le discours officiel comme non existante et «créée» magiquement par des déclarations de ministres irresponsables, l'université algérienne ressemble, hélas, à Alice au pays des merveilles : plus elle avance, plus elle reste sur place. Et dans la vie, ce qui ne progresse point, finit, tôt ou tard, par régresser.

Alger, le 5 janvier 1999